**MILLET Mathias & MOREAU Gilles (dir.). *La société
des diplômés***

Paris : La Dispute, 2011, 280 p.

Annie Vinokur

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3618>

DOI : 10.4000/rfp.3618

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2012

Pagination : 142-144

ISBN : 978-2-84788-372-5

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Annie Vinokur, « MILLET Mathias & MOREAU Gilles (dir.). *La société des diplômés* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 178 | janvier-mars 2012, mis en ligne le 21 septembre 2012, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3618> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.3618>

collèges de l'Ancien Régime. On regrettera peut-être que les réalités nationales – objet légitime en soi – n'aient pas été plus fréquemment resituées dans leur contexte européen, pour que le lecteur ne s'exagère pas la singularité de l'école française, ou, à l'inverse, ne généralise pas des traits propres à ce système. Mais, sur ce point, l'ouvrage reflète surtout un biais général de l'historiographie de l'éducation.

Sur le plan institutionnel, les auteurs n'ont pas voulu se limiter au diptyque formé par l'enseignement primaire élémentaire et l'enseignement secondaire des garçons. Si les formations supérieures ont été exclues, les diverses filières post-élémentaires, y compris techniques, l'éducation des filles, des adultes, des orphelins, des « anormaux », trouvent ici une place qu'on leur refuse trop souvent. Il y a là non pas une concession aux « oubliés de l'histoire », mais un parti pris scientifiquement fondé. D'une part, seule une appréhension globale des différents secteurs du système éducatif peut faire apparaître certaines dynamiques institutionnelles, ainsi des jeux de complémentarité et de concurrence entre le secondaire et les formes de scolarisation post-élémentaires non classiques, si décisifs dans la genèse du second degré actuel (voir les notices « L'enseignement secondaire » et « Le secondaire du peuple »). D'autre part, ce qui se passe à la périphérie du système éclaire aussi en retour le fonctionnement normal de l'institution. Exemple parmi d'autres, tel article de *La Croix* sur les « marchés d'enfants » orphelins disputés par les laïcs aux œuvres confessionnelles à la fin de la Première guerre mondiale (texte 136) enrichit utilement notre compréhension de la querelle scolaire. Il est dommage, pour cette raison même, que l'histoire de l'enseignement dans les colonies n'ait pu trouver sa place dans cet ouvrage.

Si les questions politiques et institutionnelles ne sont donc pas négligées, l'histoire des disciplines et de la culture scolaire, qui a connu un bel essor depuis une vingtaine d'années, figure ici à la place d'honneur avec pas moins de treize notices. Certes, on pourra déplorer quelques lacunes – inévitables dans un projet de cette ampleur – mais on appréciera surtout le souci des auteurs de ne pas s'en tenir aux disciplines les plus valorisées sur le plan académique : le dessin, le travail manuel ou la gymnastique voisinent ainsi avec le latin, les mathématiques ou la philosophie. Sur ce thème, comme sur celui des formes et dispositifs d'enseignement, les notices de synthèse opèrent un travail utile, car trop rare, de vulgarisation des résultats de la recherche. Alors que nul ne conteste l'historicité des institutions scolaires, on rattache trop fréquemment encore les dispositifs pédagogiques – le cours magistral – ou les contenus disciplinaires – l'enseignement de la grammaire et de l'orthographe – à une tradition immémoriale. Espérons qu'une telle initiative permettra aux travaux en question de mieux irriguer le débat public.

Des œuvres littéraires à la littérature grise des rapports officiels, des circulaires aux manuels, des essais aux pamphlets, le choix des textes reflète bien la diversité des écrits relatifs à l'enseignement produits au cours des trois derniers siècles. Auteurs consacrés et textes fondateurs – ne manquent à l'appel ni Condorcet, ni le plan Langevin-Wallon – côtoient les copies d'élèves et les écrits des enseignants. Ces documents nous font entrer de plain-pied dans le quotidien des établissements scolaires, à l'instar de ce minutieux emploi du temps d'un instituteur rural en 1861 (texte 61). Justice rendue aux chevilles ouvrières de l'école, cet éclectisme a surtout le mérite de mettre en relation les discours relatifs aux finalités sociales, économiques ou politiques de l'enseignement, et les textes qui, plus modestement, portent la trace de tentatives diverses pour traduire ces finalités en pratiques dans un cadre matériel donné. Il est dommage que, pour des raisons sans doute financières, il n'ait pas été possible de mener cette logique à son terme en recourant à des documents iconographiques, parfois mieux à même d'illustrer certains aspects.

Le vaste spectre des questions abordées, la diversité des matériaux retenus, le souci d'articuler discours et pratiques donnent au total un contenu concret au projet affiché dans l'introduction d'esquisser une histoire de l'éducation et de l'enseignement, « appréhendée comme une histoire sociale et culturelle et pas seulement politique » (p. 11). Cette ambition, partagée aujourd'hui par bon nombre de chercheurs, n'en méritait pas moins d'être rappelée. En effet, dans le champ de la formation des maîtres, les enseignements d'histoire de l'éducation ont longtemps oscillé entre une histoire des idées pédagogiques décontextualisée et une histoire politique réduite à l'enchaînement des grandes lois scolaires. Cet ouvrage montre tout le profit qu'on peut espérer tirer – y compris pour des non-spécialistes, et *a fortiori* dans la formation des maîtres – d'une approche plus globale et plus complexe de l'histoire de l'éducation. Tant en raison de la qualité de ses contributions que de la richesse du matériau proposé, cet ouvrage devrait trouver sa place dans les bibliothèques de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'éducation, ou qui souhaitent comprendre la genèse des pratiques, des institutions et de la culture scolaires actuelles.

Clémence Cardon-Quint
ENS de Lyon, LARHRA

MILLET Mathias & MOREAU Gilles (dir.). *La société des diplômés*. Paris : La Dispute, 2011, 280 p.

Le diplôme, en tant qu'objet distinct des savoirs (capacités, compétences, etc.) qu'il certifie, est encore peu exploré. Il faut donc saluer la publication de cet ouvrage

collectif de sociologues sur un sujet sensible en cette période critique de transformation des systèmes éducatifs et des systèmes d'emploi. À l'origine – diplomatique – du terme, ce « papier plié en deux » a une double fonction : conférer des droits et attester de la qualité du récipiendaire à les exercer. D'où, transposé dans le monde du travail, deux questions liées : de quelle autorité procède l'attestation de la valeur *hors marché* du titulaire du diplôme ? Quels droits confère-t-elle ? « La société des diplômes » utilise indifféremment le terme pour désigner : le diplôme, professionnel ou d'État, nécessaire et suffisant pour entrer non sur le marché du travail mais sur celui des biens et services (artisanat, professions libérales...) ; le titre d'accès au statut de fonctionnaire, qui ne relève pas du diplôme mais de la « carte d'entrée » du concours administratif ; le diplôme qui, adossé aux grilles des conventions collectives, sécurise le revenu du salarié embauché ; enfin les diplômes et certifications publiques ou privées diverses, signaux parmi d'autres de la qualité du titulaire, qui laissent au marché du travail et à ses « concours privés » la libre détermination de sa valeur marchande et de la sécurité de ses moyens d'existence. Les « droits » afférents à ces papiers sont donc aussi variables que l'espace de leur circulation : dans l'entreprise, la profession, la branche d'activités, l'espace national ou international.

L'ouvrage prend implicitement pour principal objet les diplômes *stricto sensu* à l'interface du système éducatif français public et des entreprises privées. Les interrogations portent alors sur la construction et le devenir des diplômes professionnels, et sur leur valorisation dans la sphère capitaliste. L'apport de l'ouvrage sur ces deux aspects est très riche, mais l'ordonnancement des seize contributions ne laisse pas entreapercevoir de fil directeur ou de questionnement structuré. On suggèrera donc au lecteur le parcours guidé suivant.

En premier lieu, les chapitres 6, 7, 8, et 10 qui portent sur la naissance, la vie et parfois la mort de diplômes d'État qui, sauf le CEP, sont tous professionnels (CAP, bac pro, BEP, BTS). Ces chapitres décrivent et analysent – avec parfois beaucoup de saveur – les conflits sociaux, économiques et politiques (entre l'État, les partenaires sociaux, les mouvements de la société civile) et les enjeux de pouvoir internes à l'appareil d'État (entre les ministères, entre l'État central et les collectivités locales, entre les ministères et le corps enseignant, etc.) qui président à la construction et au devenir de ces diplômes. Le chapitre 13 (« Un non-diplôme : l'examen de fin d'apprentissage artisanal ») n'aborde pas la question de la spécificité des certifications corporatives, « cartes d'entrée » des professions organisées et non diplômes, mais éclaire les processus de scolarisation des formations professionnelles et de centration sur les diplômes d'État caractéristiques de la France. Il faut lire en regard le chapitre 5 (« Le système suisse de diplômes ») :

dans ce système piloté par les employeurs, c'est l'embauche préalable (comme apprenti) qui donne accès aux diplômes professionnels et non l'inverse. Mais avec la fin du plein emploi dans les années quatre-vingt-dix, la pénurie de places d'apprentis est à l'origine d'une scolarisation spécifique destinée à éponger le chômage des jeunes sortant de l'école obligatoire. La convergence se limite là ; cette scolarisation est *non diplomante*, à confronter à la hantise française des sorties sans diplôme (cf. p. 65, chapitre 3, sur l'effacement de la différence entre diplômés du niveau V et non-diplômés en France). Les chapitres 9, 11 et 12 sont à mettre à part, dans la mesure où ils portent davantage sur les contenus d'enseignement et les effets pédagogiques des diplômes professionnels que sur les diplômes eux-mêmes.

En second lieu : les chapitres 2, 3, 14, 15 et 16 qui traitent de la valeur des diplômes sur le marché du travail. On conseillera de commencer par le dernier (« Diplômes et conventions collectives : un lien en voie de délitement »), qui traite (enfin !) des aspects juridiques du diplôme, soit des droits attachés aux diplômes d'État dans le système de référence des conventions collectives, de la dilution depuis une dizaine d'années du diplôme dans la notion de « certification professionnelle », qui inclut les titres privés et les certificats de qualification professionnelle (CQP) délivrés par les partenaires sociaux, de la « déscolarisation » du diplôme par la validation des acquis de l'expérience, pour déboucher sur la suppression en 2008 du lien entre diplôme et classifications professionnelles dans le Code du travail. Sont ainsi actés juridiquement l'affaiblissement du rôle de l'État dans la négociation collective, la montée des certifications privées et l'individualisation de la relation salariale. Les chapitres 14 et 15 illustrent ces évolutions dans les entreprises : « concours privés » où le diplôme – toujours nécessaire – n'est qu'un signal parmi d'autres, gestion par les compétences, certifications patronales, exigence du diplôme à l'entrée en apprentissage, formation interne plus axée sur l'adhésion aux valeurs de l'entreprise que sur l'acquisition de savoirs professionnels. Il est clair que les entreprises souhaitent recruter des employés immédiatement productifs sans frais, et la preuve de leur capacité à y parvenir est donnée par la redéfinition des référentiels des diplômes scolaires en termes de compétences, au moment même où la gestion par les compétences en entreprise s'affaiblit (p. 230 *sqq.*).

Les chapitres 2 et 3 enfin traitent de la valeur marchande relative des diplômes, mais sous un angle particulier : « la valeur du diplôme paraît en effet varier selon l'état de la concurrence entre diplômés pour l'accès aux emplois offerts à un moment donné » (p. 52). C'est la question bien connue de l'« inflation » des diplômes. Le débat serait plus clair si les termes de dévaluation, dévalorisation, déclassement, sur(dé)qualification, valeurs nominale, d'usage et marchande du diplôme étaient clairement définis et utilisés de la même

manière dans les deux contributions. Par ailleurs les données de salaires par niveau de diplôme sont transversales et par construction hors chômage, ce dernier n'étant convoqué que pour rappeler que le taux de chômage est à un moment donné, sauf exception, inversement corrélé avec le niveau du diplôme, ce qui conforte l'idée reçue de la responsabilité de l'insuffisance de l'instruction scolaire dans la genèse du chômage. On peut s'interroger surtout, au regard de l'apport des chapitres cités précédemment, sur l'actualité de cette formulation du problème.

L'introduction et le premier chapitre, qui apportent une excellente synthèse historique, renforcent cette impression de décalage par rapport aux enjeux présents. Peut-on, au milieu du gué, continuer à raisonner sur des catégories en voie d'extinction ? Les diplômes nationaux sont en voie de disparition et la négociation collective s'affaiblit ; les diplômes « internationaux » progressent ; les établissements scolaires, y compris publics, se « privatisent » comme les certifications de la force de travail ; les universités pratiquent le *branding*, établissant ainsi des hiérarchies mouvantes de qualité de leurs « produits » à niveau donné de diplôme ;

la question des espaces de circulation des titres nationaux se pose de plus en plus à l'échelle internationale comme à l'échelle infranationale ; l'industrie transnationale *for-profit* de l'enseignement construit ses propres systèmes de certification ; la subordination du secteur de l'enseignement aux besoins immédiats des entreprises implique la flexibilité des référentiels de certification et l'abandon progressif de la certification des savoirs « inutiles » ; l'excédent global de diplômés par rapport aux besoins immédiats de l'accumulation, combiné avec la polarisation des revenus, la contrainte budgétaire et le report sur les ménages du financement des études dessinent la perspective de l'éclatement des systèmes éducatifs entre diplômes d'universités prestigieuses à un extrême, de traitement social *low cost* (certifié ou pas) des surnuméraires à l'autre, et entre les deux l'enchevêtrement mouvant de certifications d'origines multiples « tout au long de la vie ». En résumé, *La société des diplômés* est un ouvrage ressource qui suscite autant de questions qu'il apporte de réponses.

Annie Vinokur

Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense